



recherche et luttes

La géographie, ça sert aussi à faire la guerre sociale¹

Un vent nouveau soufflerait-il sur la géographie ? La question peut surprendre car la lecture des manuels scolaires laisse peu de place à une vision critique. Pour autant il existe des courants critiques dans cette discipline...

Le colloque « Espace et rapports sociaux de domination, chantiers de recherche » qui s'est tenu les 20 et 21 septembre dernier à l'Université de Marne-la-Vallée en offre un bel exemple et autorise à nourrir bien des espoirs.²

Il a d'abord constitué un acte fort de l'affirmation de courants critiques et radicaux non seulement au sein de la géographie, mais aussi des sciences sociales. Une cinquantaine de chercheurs et chercheuses ont fait état de leurs travaux dans des domaines variés. Ainsi l'atelier « Gérer les pauvres au lieu de combattre la pauvreté » s'est efforcé de déconstruire les politiques publiques davantage inspirées par un souci de maintien de l'ordre qu'une volonté de lutte contre les inégalités. Cette réflexion a été prolongée par un autre atelier intitulé « La fabrique capitaliste de l'espace » analysant les mécanismes de privatisation de l'urbanisation et de domination impulsés par le patronat et les édiles. Les clas-

ses dominantes poussent à la création de villes mondiales qui concentrerait des pouvoirs financiers, économiques et politiques au service d'une logique d'accumulation capitaliste ce qui est aberrant tant d'un point de vue social qu'écologique. Cela fragilise les autres territoires (espaces périurbains, villes moyennes) tout en concentrant de plus en plus de richesses dans les métropoles, ne faisant qu'accroître les phénomènes de compétitivité entre les villes, ce qui *in fine* favorise les phénomènes de privatisation dans l'aménagement du territoire, les politiques sociales et les services publics... Parmi les cibles des participants et participantes on trouvait aussi la notion de mobilité qui relève de plus en plus de l'injonction. Il a été démontré que la plupart des mobilités (migrations internationales, mobilités professionnelles...) sont contraintes et n'ont pas grand rapport avec la liberté de circulation et d'installation que

nous pouvons défendre. D'autres d'interventions traitaient du genre et de l'imbrication des rapports de domination, ou encore de l'écologie et de ses luttes.

PERSPECTIVES PROMETTEUSES

La réflexion est allée bien au-delà d'une pensée universitaire recroquevillée sur elle-même. Tout au long du colloque, plusieurs interventions de la salle ont insisté sur le fait que mettre en cause les rapports sociaux et spatiaux de domination ne pouvait se limiter à une critique des dominants et que la question des luttes des dominé-e-s devait occuper une place centrale ; ce lien étant essentiel si on ne veut pas que la critique radicale s'enferme dans un ghetto universitaire.

De ce point de vue l'intervention du géographe étatsunien Don Mitchell³ était éclairante. Relatant son parcours, il a expliqué comment les idées marxistes, libertaires et écologistes radicales ont pu devenir majoritaires dans certains départements de géographie aux États-Unis, mais aussi comment ce courant s'est retrouvé isolé en se coupant

des mouvements sociaux dans les années 1980 et 1990.

Il semble que le message ait été bien compris. C'est ce qu'on peut penser en voyant les perspectives qui se dessinent après ce colloque dont les actes seront publiés. Organiser des rencontres sous une autre forme que le colloque universitaire classique, c'est-à-dire en autogestion, dans des lieux alternatifs, avec une réflexion sur les pratiques (notamment la prise de parole), faire le lien avec les mouvements sociaux, ou encore rédiger un anti-manuel de géographie pour l'enseignement secondaire, voici un aperçu des nombreuses propositions évoquées. Il ne reste donc qu'à passer aux travaux pratiques.

Laurent Esquerre (AL Paris Nord-Est)

Pour aller plus loin :

Une interview de deux des organisateurs dans un numéro de *Carnets de géographes* consacré à la géographie critique : <http://www.carnetsdegeographes.org/>

1. Cf. Yves Lacoste, *La Géographie, ça sert, d'abord à faire la guerre*, 1976.
2. L'appel à communications et le programme du colloque : <http://acp.univ-mvl.fr/>
3. Don Mitchell est professeur de géographie à l'Université de Syracuse (État de New York, États-Unis) et l'une des figures de proue de la géographie radicale américaine. Voir notamment *Cultural Geography: A Critical Introduction* (2000) et *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space* (2003).



Chaque mois, un mot ou une expression passée au crible.

le Dico anti-patriarcat

Le féminisme est un mouvement qui s'est développé au XIX^e siècle, pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes (droit au travail, de vote, à l'éducation, contrôle de leur corps...) et dont les contours théoriques actuels, bien que divers, sont en grande partie issus du Mouvement de libération des femmes (MLF) des années 1970. Il conteste à la fois le patriarcat (système politique et économique reposant sur l'exploitation des femmes par les hommes) et le sexisme (qui justifie les inégalités par un ensemble de préjugés associant à chaque genre des qualités et des défauts innés). Par conséquent, au-delà de l'aspect politique, économique et social, les féministes posent aussi la question de l'exploitation domestique et sexuelle, affirmant que « le privé est politique ».

Mais ce mouvement connaît dès le départ une très grande diversité d'analyse et de stratégie. Faut-il dénoncer le conditionnement social, ou revaloriser les rôles attribués aux femmes, jusque là dénigrées ou invisibles (cette seconde position se désolidarise finalement du féminisme) ? Quels rapports entre la lutte féministe et la lutte contre le capitalisme ? Si le féminisme « libéral » se contente de revendiquer l'égalité des femmes devant la loi, d'autres posent aussi la question de l'exploitation économique. Mais, pour les féministes lutte de classe, les problèmes des femmes sont des conséquences du capitalisme, alors que les féministes radicales dénoncent une oppression spécifique. La place des hommes dans ce combat pose aussi question. Si la non-mixité a souvent été

utilisée pour permettre l'auto-organisation des femmes face à la mauvaise foi des hommes qui les accusaient de diviser le prolétariat, le lesbianisme radical l'a poussé jusqu'à son paroxysme. Plus récemment, le féminisme pro-sexe a remis en cause la position anti-prostitution et anti-pornographie d'une grande part du mouvement qui dénonce quant à lui la marchandisation de la sexualité. Aussi, les problématiques ont beaucoup évoluées. Jusqu'à l'obtention du droit de vote en 1944, les principales revendications portaient sur l'égalité des droits. Après Mai 68, la perpétuation des rapports de domination dans les luttes fit prendre conscience que l'oppression des femmes n'était pas soluble dans l'anticapitalisme. Le MLF est né ainsi de la volonté d'une lutte auto-

nome et mena le combat de la libre disposition de leur corps par les femmes (droit à l'avortement, lutte contre le viol et les violences). Depuis les années 1980, le mouvement a continué d'évoluer : prise en compte du racisme dans l'oppression des femmes issues des minorités, questionnements plus identitaires (mouvement queer). Aujourd'hui, les médias laissent entendre que le féminisme n'a plus de raison d'être. Mais les inégalités sociales restent bien réelles : temps partiels, double journée, précarité et salaires globalement inférieurs. La crise risque de ne pas arranger les choses. Et les fermetures de centres IVG nous rappellent que, sans un combat constant, le patriarcat pourrait bien vite remettre en cause les victoires passées.

Qu'est ce que le féminisme ?